

Le Ghana, le bon élève du FMI, face à la pandémie économique de 2020

—

Henri-Louis VEDIE

RP-20/11

A propos du Policy Center for the New South

Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

A ce titre, le PCNS mobilise des chercheurs, publie leurs travaux et capitalise sur un réseau de partenaires de renom, issus de tous les continents. Le PCNS organise tout au long de l'année une série de rencontres de formats et de niveaux différents, dont les plus importantes sont les conférences internationales annuelles « The Atlantic Dialogues » et « African Peace and Security Annual Conference » (APSACO).

Enfin, le think tank développe une communauté de jeunes leaders à travers le programme Atlantic Dialogues Emerging Leaders (ADEL). Cet espace de coopération et de mise en relation d'une nouvelle génération de décideurs et d'entrepreneurs, est déjà fort de plus de 300 membres. Le PCNS contribue ainsi au dialogue intergénérationnel et à l'émergence des leaders de demain.

Policy Center for the New South

Complexe Suncity, Immeuble C, Angle Boulevard Addolb et rue Albortokal, Hay Riad, Rabat - Maroc.
Email : contact@policycenter.ma
Phone : +212 5 37 54 04 04 / Fax : +212 5 37 71 31 54
Website : www.policycenter.ma

© Policy Center for the New South. All rights reserved
Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.



Le Ghana, le bon élève du FMI, face à la pandémie économique de 2020

Henri-Louis VEDIE

A propos de l'auteur, Henri-Louis VEDIE

Senior fellow au Policy Center for the New South, Docteur en sciences économiques de l'Université Paris Dauphine et licencié en droit de l'Université Paris I, Henri-Louis Védie est professeur émérite à HEC Paris, où il enseigne sur le campus de Paris ainsi qu'à Moscou, Varsovie, Belgrade et Abu Dhabi, Rabat et plus encore.

Auteur de seize ouvrages, dont les derniers concernent le Maroc et les fonds souverains, des centaines d'articles (dont certains traduits en anglais, français, arabe, polonais et russe), Henri-Louis Védie a également été consultant pour le Conseil européen et membre du conseil économique, social et environnemental à Paris.

Résumé

Depuis 2018, le Ghana est considéré par le Fonds monétaire international (FMI) comme le bon élève de l'Afrique. Bon élève dans le respect de la démocratie qui lui permet d'attirer de nombreux investisseurs mais, aussi, bon élève de par les résultats économiques obtenus pour réduire son inflation et relancer sa croissance économique, suite à un programme d'ajustement structurel, soutenu par le FMI, mis en place en 2015, et qui s'est achevé en 2019.

Ces résultats, le Ghana les doit au courage politique de ses dirigeants, à la sagesse de sa population et au processus de développement engagé à partir de l'exploitation et de la valorisation de ses ressources naturelles : cacao, or et hydrocarbures, essentiellement.

Suite à la pandémie économique, consécutive à la Covid-19, mais, aussi, suite à la crise pétrolière qui l'a précédée, les prévisions faites à la fin de l'année 2019, concernant les années 2020 /2021 et 2022, ne sont plus d'actualité. Et aujourd'hui, en juillet 2020, les défis à relever par l'économie du pays sont nombreux et complexes.

Parmi ceux, prioritaires, que nous avons privilégiés dans le cadre de cette étude, il y a celui de la sécurité alimentaire d'un pays, qui dépassera les 50 millions en 2050, et ceux concernant la valorisation de ses ressources naturelles. Les accords passés avec le Maroc, plus particulièrement avec le Groupe OCP dans le cadre de la construction d'une usine de production d'engrais en territoire ghanéen, vont permettre de relever ce premier défi. Concernant la valorisation de ses ressources naturelles, le Ghana va pouvoir bénéficier, à court et moyen termes, d'un rebond spectaculaire des cours de l'or, lui permettant de compenser la diminution des recettes attendues de l'exploitation de ses champs pétroliers, conséquence d'un baril qui ne devrait guère rebondir durablement au-delà des 40 /45 dollars, toujours à moyen et long termes.

Le Ghana, le bon élève du FMI, face à la pandémie économique de 2020

INTRODUCTION

En Afrique de l'Ouest, marquée souvent du sceau de l'instabilité politique et de la pauvreté, le Ghana fait exception. Considéré comme le bon élève de l'Afrique subsaharienne par le FMI dès 2018, ce dernier prévoyait alors que l'économie ghanéenne allait devenir, en 2019, l'économie la plus dynamique de la planète. L'objet de cette étude est double : celui tout d'abord d'analyser l'évolution des principaux indicateurs macroéconomiques du pays, les faits majeurs qui y sont associés sur la période 2009-2019, lui permettant d'être distingué par le FMI ; celui, ensuite, d'anticiper les conséquences, pour l'économie ghanéenne de la pandémie, sanitaire et économique, sans précédent au niveau planétaire, qui se développe tout au long de 2020.

A ces fins, nous rappellerons, tout d'abord, quelles sont les données générales de ce pays, insistant plus particulièrement sur sa géographie, sa démographie, son environnement politique, ses ressources naturelles, ses principaux agrégats macroéconomiques etc...(I). Données qui sont indispensables à l'analyse de leur évolution et des grandes étapes qui vont acter sa transformation sur la décennie 2009-2019 (II). Mais, aussi, données sans lesquelles il ne serait pas possible d'imaginer et d'anticiper la situation économique du Ghana, au lendemain de cette pandémie économique et sanitaire, sans précédent (III).

I. DONNEES GENERALES DE L'ETUDE

A. Un pays de l'Afrique de l'Ouest de 238 540 km², ouvert sur le golfe de Guinée, de 30 millions d'habitants, en 2020, et de plus de 50 millions, en 2050

1. Données géographiques

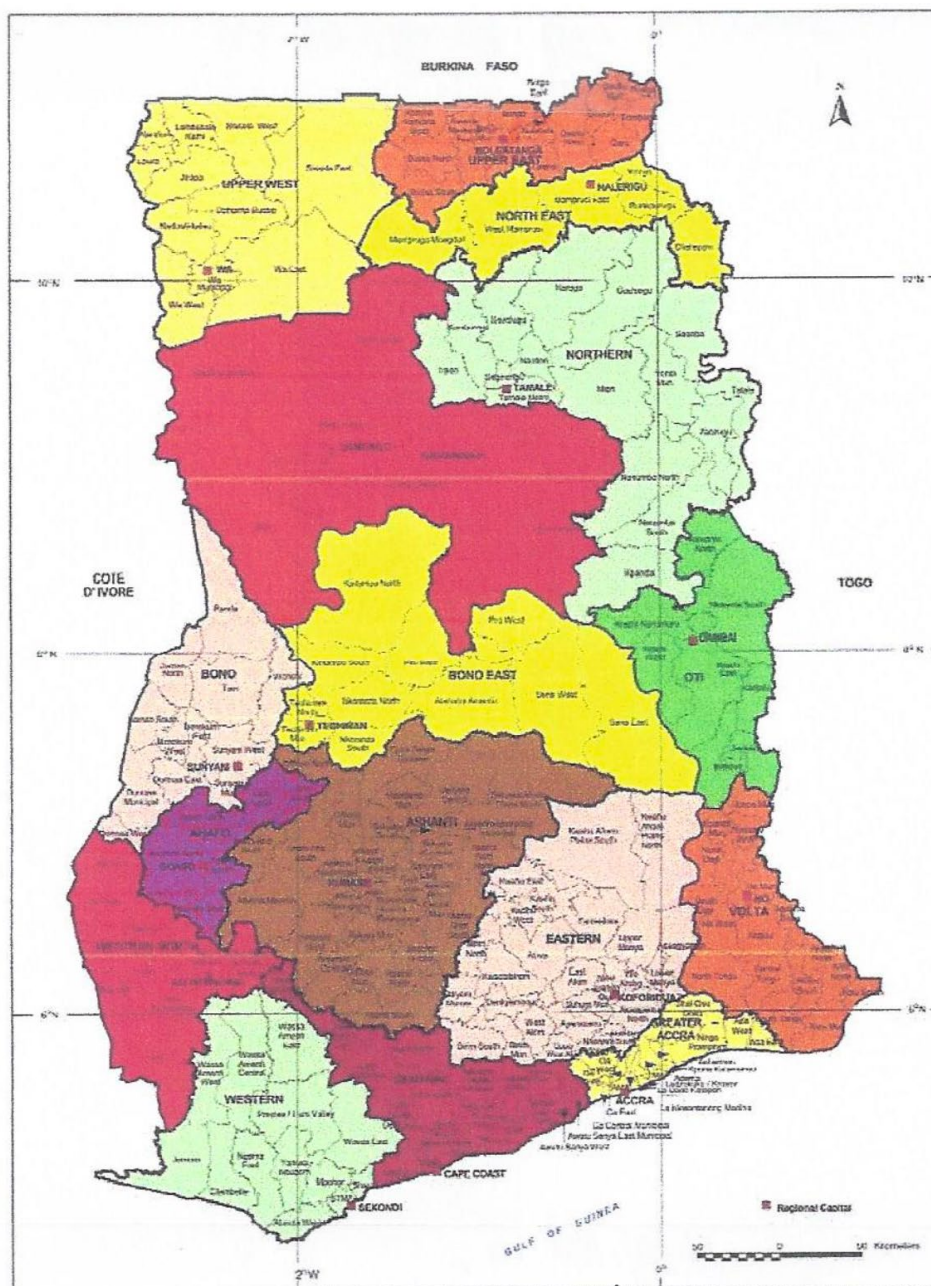
Ouvert sur le golfe de Guinée, le Ghana se trouve au centre de la côte occidentale de l'Afrique (voir carte 1 ci-dessous), s'étendant vers le nord sur environ 670 km, sur une largeur pouvant atteindre 560 km. Avec une superficie de 238 540 km², il se situe au 77^{ème} rang mondial. Les terres couvrent plus de 96% de son territoire, les rivières et/ou des lacs qui n'en représentent que 3,5%. Son périmètre frontalier est de 2093 km, bordant le Togo sur 877 km, la Côte d'Ivoire sur 668 km et le Burkina Faso sur 548 km. Enfin, son périmètre côtier, ouvert sur le golfe de Guinée, s'étend le long de 537 km de côtes, bordées de sable et parsemées de nombreux cours d'eau, dont la plupart ne sont navigables qu'en pirogue. Le long de la frontière ivoirienne, s'étire, vers le nord, la forêt tropicale. C'est la région d'Ashanti où l'on trouve l'essentiel de la production de cacao et de bois, ainsi que les principales ressources minières du pays. Au-delà de cette ceinture, la forêt fait place à la savane ou à la plaine.

Concernant l'hydrographie du pays, on rappellera que le Ghana est traversé par de nombreux cours d'eau qui viennent compléter des lagons côtiers, dont le lac Volta, considéré comme le plus grand lac artificiel du monde, et le lac Bosumtwi, au sud de Kamassi. En densité, les cours d'eau les plus importants sont au sud et au sud-ouest du pays. Par contre, au nord, l'accès à l'eau est plus difficile, d'autant plus que, souvent, on assiste au tarissement des rivières pendant la saison sèche.

Rappelons, enfin, que le Volta s'étend sur 1600 km, sur une surface de 388 000 km², dont 158 000 km² au Ghana. A l'exception des rivières, qui se jettent dans des lacs ou qui tarissent à la saison sèche, les principaux cours d'eau du pays se jettent dans le golfe de Guinée, directement ou dans l'affluent d'un fleuve.

Le climat y est chaud et humide, avec très peu de variations de température, entre 26 et 30 degrés sur l'année. Cependant, la rencontre de masse d'air continental sec avec celles chargées d'humidité provenant de l'océan va conduire à des conditions climatiques très différentes d'un point à l'autre du pays. Au nord du plateau du Kwahu, on compte deux saisons bien distinctes: une saison sèche de novembre à mars, et une saison humide d'août à septembre. Par contre, au sud et sud-ouest de ce même plateau, on ne compte pas moins de quatre saisons bien distinctes d'amplitude très différente.

Carte 1 La géographie du Ghana



Source: Ghana Statistical Service, Geographical information System

2. Données démographiques

En 2010, la population du Ghana était de l'ordre de 23 millions d'habitants. Aujourd'hui, elle dépasse 30 millions, avec une espérance de vie de 63 ans. En 2050, la population devrait dépasser les 52 millions, soit une progression moyenne de 1,7%, l'une des plus faibles de l'Afrique de l'Ouest, souvent à 2% et plus. Pour autant, sa révolution démographique, avec une moyenne de 4 enfants par famille, est loin d'être achevée, comme le confirment les prévisions 2050. Le taux de mortalité global y est de l'ordre de 0,7% et celui de la mortalité infantile de l'ordre de 3,6%. La densité moyenne de la population est de 127 habitants au km², soit une densité supérieure de 20%, en comparaison

avec celle de la France, estimée à 105 %. Trois villes dépassent le million d'habitants: la capitale Accra/5,4 millions/, Kumasi/2,4 millions /et Cape Coast /1,2 million. Deux autres villes y dépassent les 500 000: Sekondi /720 000/ et Tamale/562 000/. Enfin, 17 villes ont une population supérieure à 100 000 habitants: New Juaben/228 000/, Ho/218 000/, Bawku/217 000 /, East Akim/208 000/, Hohoe/205 000/, Obuasi/203 000/, Yendi/199 000/, Mfantiman/196 000 /, Techiman/182 000/, Keta /182 000/, Birim/ 174 000 /, Ejisu Jaben /174 000/, Assin North/161 000 /, Sunyani / 151 000 /, Dormaa /140 000/, West Akim/133 000/ , Asunah North/ 124 000.

Au niveau régional, enfin, le Ghana regroupe dix régions, dont on trouvera ci-dessous le nom, la superficie, la population et le nombre d'habitants au km². (Tableau 1)

Tableau 1 : les dix régions de la République du Ghana, leur superficie, le nombre d'habitants, le nombre d'habitants au km².

Région	Population	Superficie	Nombre d'habitants au km ²
Ashanti	5 792 187	24 389 km ²	237
Grand Accra	4 943 075	3 245 km ²	1523
Oriental	3 244 834	19 323 km ²	167
Occidentale	3 093 201	23 921 km ²	129
Nord	3 062 883	70 384 km ²	43
Brong Ahafo	2 850 607	39 557 km ²	72
Volta	2 607 996	20 570 km ²	126
Centre	2 563 228	9 826 km ²	260
Haut Ghana oriental	1 273 677	8 842 km ²	144
Haut Ghana occidental	849 123	18 476 km ²	46

Une première lecture de ce tableau confirme la diversité géographique et démographique du pays, où seules quatre régions se situent plus ou moins dans la densité moyenne de la population : Orientale,

Occidentale, Volta et Haut Ghana oriental. Pour les autres, on est très largement au-dessus avec Ashanti, Centre et Grand accra, ou très largement en dessous avec les régions Nord, Brong Ahafo et Haut Ghana occidental. Le cas du Grand Accra, qui s'identifie à la capitale, est particulièrement à la fois intéressant et préoccupant. Intéressant, car il révèle toutes les difficultés d'une ville capitale en phase d'accroissement démographique intense: pollution, trafic routier, bidonvilles, services sociaux, éducatifs et de santé défaillants dans de nombreux endroits. Préoccupant devant l'urgence à les résoudre et les moyens financiers nécessaires à mobiliser pour y parvenir.

B. Une république anglophone, membre de la CEDEAO, reconnu pour son modèle démocratique

1. Une constitution succédant en 1993 à celle de 1979, s'inspirant du modèle anglo-saxon, qui favorise la démocratie

Pays anglophone, membre du commonwealth, la quatrième République du Ghana s'appuie sur une constitution nouvelle datant de 1993, succédant à celles de 1957, de 1960, de 1969 et de 1979. D'inspiration anglo-saxonne, elle se veut table rase d'un passé trop souvent marqué par un gouvernement dictatorial et/ou la pratique du parti unique. Le Président, élu au suffrage direct, se partage le pouvoir exécutif avec le gouvernement. Le Parlement est constitué d'une chambre unique, élue au suffrage direct à un tour, à majorité simple, pour une durée de quatre ans. Les dernières élections présidentielles ont donné lieu à l'élection de cinq présidents différents, élus depuis 1993, appartenant soit au NDC (National Democratic Congress), avec Jerry Rawlings, en 1996, John Atta Mills, en 2008 et John Dramani, en 2012 ; soit au NPP (New Patriotic Party), avec John Kufuor, en 2000 et 2004, et Nana Akufo Addo, en 2016. Depuis 2012, ces élections ont mis en évidence la fin du parti unique avec l'émergence du pluralisme des candidatures, donnant lieu parfois à des scores serrés, sans que le vaincu vienne contester le vainqueur et remettre en cause la légitimité de l'élu. Certes, à l'occasion de certaines d'entre elles, cela n'a tenu qu'à un fil, mais le fil a tenu, permettant l'installation de la démocratie que tous les politologues reconnaissent et saluent. Désormais, chaque élection présidentielle, la prochaine étant prévue en novembre 2020, est un test de solidité de cette démocratie et de l'ancrage du respect des normes constitutionnelles.

2. Un pays anglophone, membre de la CEDEAO et « Eco compatible » avec les huit pays francophones de la CEDEAO

La CEDEAO est constituée de 15 Etats. Huit sont francophones : Benin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo, les sept autres sont anglophones ou hispanisants: Cap Vert, Gambie, Ghana, Guinée, Libéria, Nigeria et Sierra Leone. Les huit pays francophones ont accepté, jusqu'en mai 2020, une monnaie commune, le franc CFA, qui leur a permis d'être les bons élèves de l'Afrique subsaharienne en matière d'inflation et ont constitué, avec six autres pays d'Afrique centrale / Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée équatoriale /la zone CFA. Afin de tourner une page de l'histoire des indépendances africaines, le Franc CFA étant perçu comme le dernier vestige de la « Françafrique », à l'initiative du Président Ouattara et du Président Macron, ces huit pays ont décidé que le franc CFA devenait l'ECO, accompagnant ce changement de nom d'une disposition importante, celle pour ces huit Etats de n'avoir plus à déposer la moitié de leurs réserves de change auprès de la Banque de France. Les six autres Etats, qui utilisent encore le franc CFA, ne sont pas concernés par cette réforme. Il faut noter que l'ECO est le nom choisi par les membres de la CEDEAO, pour une éventuelle monnaie commune, entraînant immédiatement une dénonciation du Nigeria qui souhaite imposer son leadership monétaire aux pays membres de la Communauté économique régionale. En prenant l'initiative de la réforme, le Président Ouattara s'est imposé comme un acteur incontournable de toute autre réforme allant dans le sens d'une monnaie commune dépassant le cadre de ces huit Etats. En tant que partenaire privilégié de la Côte d'Ivoire, le Ghana anglophone pourrait être le prochain pays à l'accepter, étant le seul des pays anglophones à remplir les conditions en matière d'inflation pour le faire. C'est pourquoi il est devenu ECO /compatible.

C. Un pays qui peut s'appuyer sur des ressources importantes, minières et agricoles depuis toujours, et, plus récemment, pétrolières et gazières

1. Une agriculture à fort potentiel de développement à partir du cacao, deuxième producteur mondial

En 2017/2018, le Ghana se situait au deuxième rang mondial, avec une production de fèves de cacao, en milliers de tonnes métriques, estimée à 905, derrière la Côte d'Ivoire /1964/, mais loin devant l'Equateur/285/, le Nigeria/255/, le Cameroun/250/, l'Indonésie/240/ etc... A eux deux /Côte d'Ivoire et Ghana/ ils assurent plus de 60% de la production mondiale des fèves de cacao. Très solide deuxième producteur mondial de cacao, le Ghana tire de cette production 85% en valeur de l'ensemble de ses exportations agricoles et 95% des devises qu'elles génèrent. Parmi les activités agricoles autres que le cacao, dont la production est en partie exportée, on citera: la viande, les oléagineux, les fruits (banane, mangue, noix de cajou, ananas essentiellement).

Dans ce pays, l'agriculture occupe 45% de la population active, contribue à 23% du PIB. Et si on y ajoute les activités « agri-business générées en aval, c'est 25% qui vient s'ajouter au 23% comme contributeur au PIB ghanéen. Pays où l'exploitation familiale domine, utilisant peu les engrais, l'agriculture représente un très fort potentiel de développement.

2. Des ressources et activités minières diversifiées, aujourd'hui essentiellement aurifères avec des perspectives prometteuses pour le manganèse et la bauxite

a-les ressources aurifères

Aujourd'hui, l'activité minière est, à hauteur de 90%, de nature aurifère. Avec une production estimée à 200 tonnes en 2020, régulièrement croissante ne dépassant pas 116 tonnes en 2016, le Ghana serait, aujourd'hui, le premier producteur d'or d'Afrique, devant l'Afrique du sud, longtemps numéro 1, dont le secteur aurifère est en déclin. De plus, à la différence de l'Afrique du sud, le sous-sol aurifère du Ghana est loin d'avoir livré son potentiel. Enfin, on estime à 40% la production réalisée par des petits producteurs, dont la production est encadrée et certifiée par la « Precious Mineral Marketing Company ». Malgré un orpaillage illégal, « galamsay », propre au pays, les acteurs prépondérants de ce secteur sont des multinationales implantées localement.

*Trois sont sous pavillon canadien: Asanka gold, qui exploite les sites de Nkran et Esaase, dont les réserves prouvées sont de 5,1 M d'onces d'or et qui pourrait produire en 2020-21 450 000 onces d'or par an ; Kinross qui exploite la mine de Chirano au rythme de 246 000 onces d'or annuel; Golden Star resources, qui exploite le site de Prestea /130 000 onces d'or/ et le site de Wasa/140 000 onces d'or.

*Deux sont sous pavillon Afrique du sud: Anglogold Ashanti, qui exploite les mines d'Idua priem /220 000 onces d'or/ et d'Obuasi, en travaux de revitalisation, qui devrait lui permettre d'atteindre en 2021 une production annuelle de 450 000 onces pendant 20 ans et Gold Fields, avec les mines de Tarkwa /130 000 onces/ et de Damang /150 000 onces/.

*Une sous pavillon américain, Newmont, qui exploite les sites d'Ahafo /350 000 onces / et d'Akyem/470 000 onces d'or.

*Une sous pavillon australien, Edikan, 240 000 onces annuels.

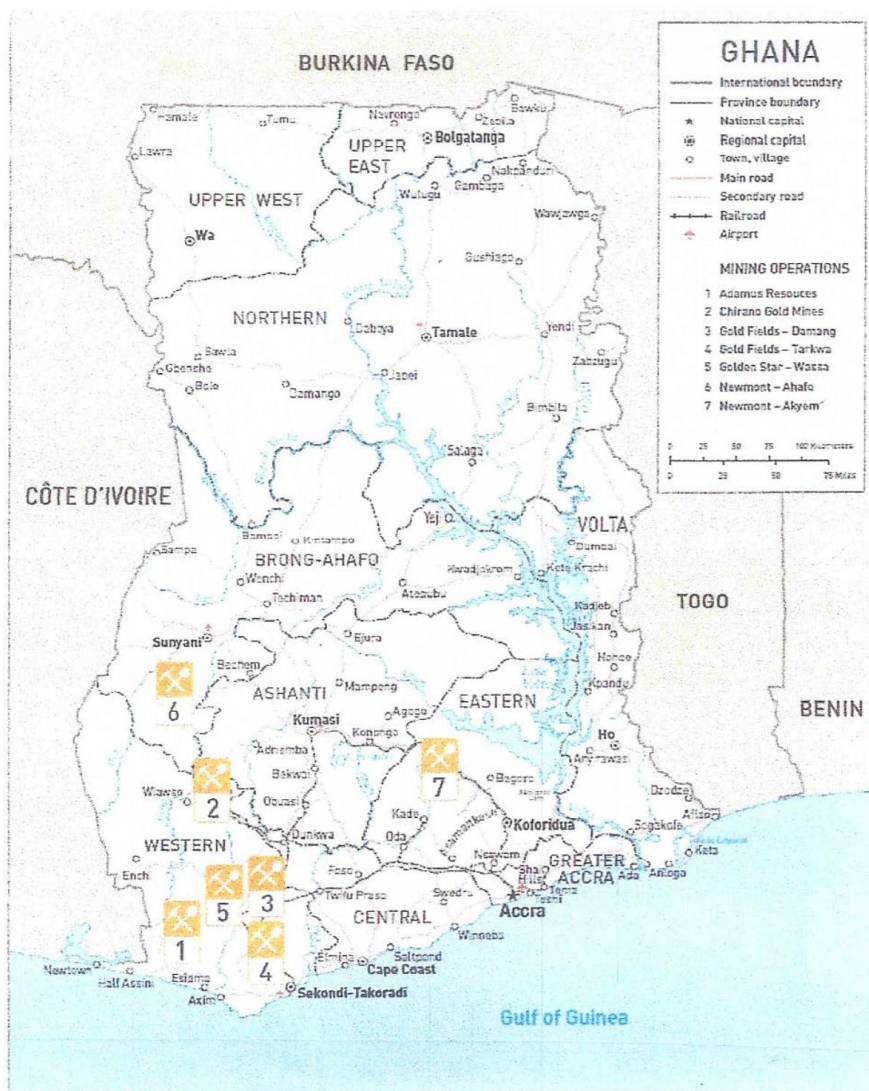
b-Deux ressources à fort potentiel de développement: la bauxite et le manganèse

*Aujourd’hui, le pays exploite une modeste quantité de bauxite à Awaso, via la Ghana Bauxite Company, dont la concession d’exploitation est à 80 % chinoise. Là, n’est pas l’essentiel qui, au conditionnel, ferait du Ghana une des dix plus grandes réserves de Bauxite du monde : plus d’ un milliard de tonnes, réparti essentiellement entre deux sites enclavés à Nyuahin et Kyebi.

*Le pays produit, aujourd’hui, via la « Ghana Manganese Compagny », trois millions de tonnes de manganèse par an. Ce qui est peu, par rapport aux réserves estimées à plus de 1,2 milliard de tonnes de Sheini Hills.

La carte 2 ci-jointe précise la localisation des principales zones minières du pays

Carte 2:les principales zones minières du Ghana



Source:International Council on Mining and Metals

3. Un nouveau venu parmi les pays de l'or noir, en Afrique, depuis 2010

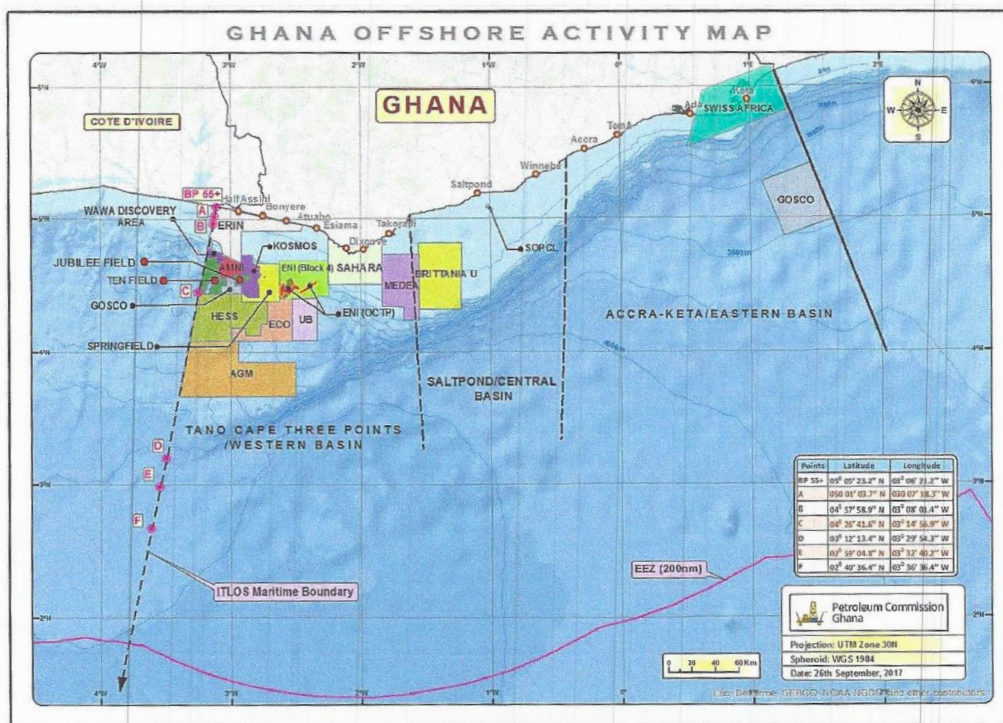
Depuis 2010, le Ghana produit du pétrole. Le premier baril est sorti des eaux territoriales du pays le 15 décembre 2010 du champ pétrolier offshore Jubilee, découvert dès 2007, dont les réserves sont alors estimées à 1200 M de barils et à 4,5 M m3 de gaz pour une production moyenne de 75000 barils/jour. Le champ pétrolier de Jubilee est exploité en consortium par: Tullow oil (35,5%), Kosmos Energy (24,1%), la compagnie pétrolière nationale GNPC (13,6%) et Petro (2,7%).

Depuis 2017, deux autres champs pétroliers sont en exploitation :

- celui de Sankofa Gye Nyame, exploité conjointement par Eni, Vitol et GNPC. Ses réserves sont estimées à 600 M de barils et à 1,1 trillion de m3 gaz. Il devait connaître son optimum de production fin 2020, avec 80 000 barils/jour.
- celui de Ten, exploité conjointement par Tullow (47%), Anadarko (17%), Kosmos energy (17%), GNPC (15%) et Petro (3,88). Ce champ a des réserves estimées à 240 M barils et à 360 Mds de m3 de gaz. Son exploitation a donné lieu à un contentieux territorial avec la Côte d'Ivoire. Suite au jugement rendu par le Tribunal international de la mer, en faveur du Ghana, la production moyenne en baril jour est passée de 50 000 à 100 000.

Depuis 2018, le secteur pétrolier a continué à se développer, à partir, cette fois, du champ de Deepwater Cape Three Point et du champ d'Accra Keta. La carte 3 ci-dessous regroupe les lieux d'implantation des champs pétroliers du pays, principalement « off shore », comme on peut le constater.

Carte 3: les activités pétrolières offshore du Ghana



Source: Petroleum Commission

- le champ de Cape Three Points, à 150 km des côtes, entre 2000 et 4000 m de profondeur, a concédé son exploration à un consortium où l'on retrouve Exxon Mobile (80%) et GNPC (15%).
- le champ d'ACCRA -Keta se situe, lui, à 100 kms des côtes, entre 2500 et 3500 mètres de profondeur a, lui, confié son exploration à la « Swiss African Pétroléum AG » et à PET Volta Investment. Les réserves estimées sur ces deux sites sont de 500 millions de barils de pétrole et de 40 milliards de m³ de gaz naturel.

En cumulant toutes ces potentialités, le Ghana devrait être en mesure de produire, horizon 2024, environ 400 000 barils jour, devenant le quatrième producteur de l'Afrique saharienne. C'est pourquoi, avant la crise pétrolière de fin 2019 et de 2020, le secteur pétrolier était considéré, à juste titre, par les autorités ghanéennes, comme stratégique pour le développement du pays et son industrialisation. Outre le marché du brut et gaz, qui permet d'alimenter les centrales thermiques du pays, renforçant la compétitivité de son secteur énergétique, ces ressources offrent également de nombreuses opportunités pour les industries de la pétrochimie. De plus, elles sont le fer de lance de la mise en place d'infrastructures logistiques, routières et portuaires, dont le pays a le plus grand besoin. Cependant, ce secteur, comme nous allons le voir en III, a son talon d'Achille, celui d'avoir un coût d'exploitation important, de par la nature offshore de ses champs pétroliers, et, donc, de dépendre pour son développement du prix du baril.

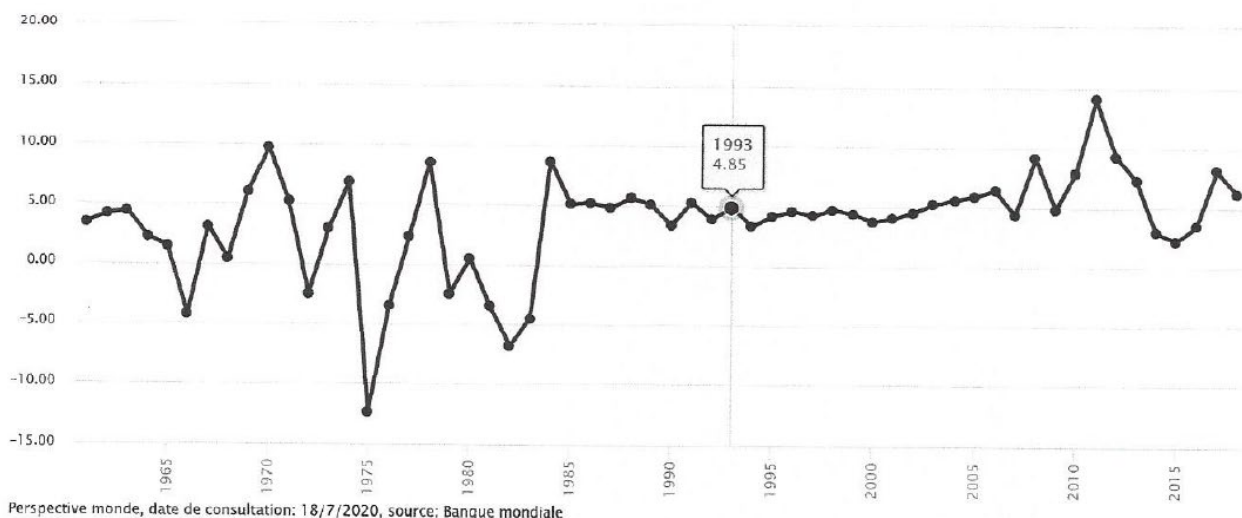
II. UNE EVOLUTION DES INDICATEURS MACROECONOMIQUES FAISANT PASSER LE GHANA DE LA CATEGORIE DES PAYS A FAIBLE REVENU A CELLE DE DES PAYS A REVENU INTERMEDIAIRE

A. Evolution de taux de croissance, du taux d'inflation et du PIB par habitant sur les dernières décennies

1. Evolution du taux de croissance du PIB depuis 1961

Le graphique 1 retrace l'évolution du taux de croissance du Ghana entre 1961 et 2018

Graphique 1: évolution du taux de croissance du Ghana entre 1961 et 2018



Source : Banque mondiale

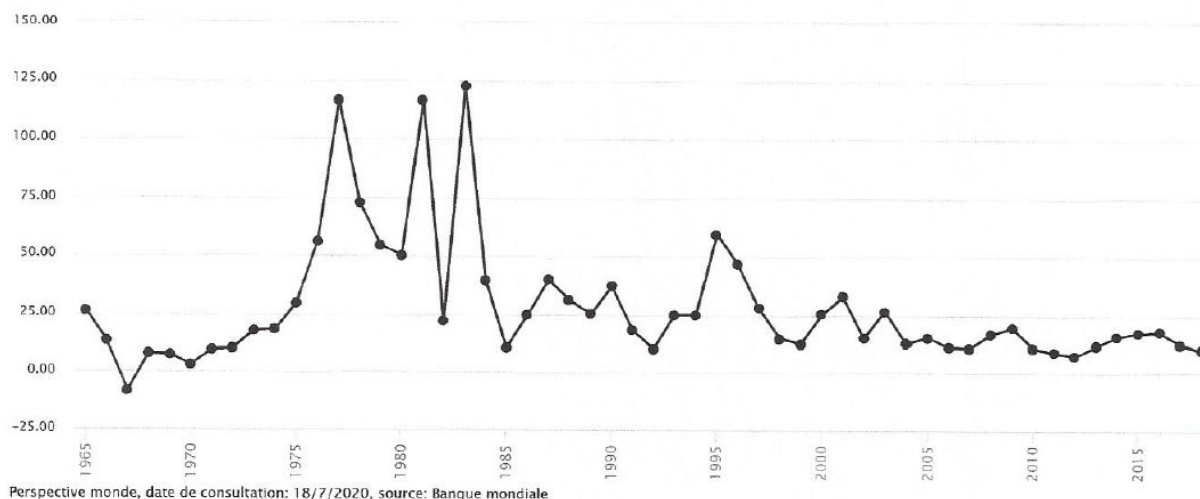
En 57 ans, on enregistre une croissance annuelle moyenne de 3,67%, avec des écarts de plus de 26%.

La croissance la plus élevée étant observée en 2011 /14,05% /, la plus faible en 1975/-12,43%/. Jusqu'en 1983, elle alterne croissance positive et croissance négative. A partir de 1984, elle est toujours positive, avec une période difficile en 2014/2015 et 2016. Depuis 2017, le pays connaît une croissance jamais inférieure à 6% et pouvant dépasser 16%.

2. Evolution du taux d'inflation du Ghana entre 1965 et 2018

Le graphique 2 retrace l'évolution du taux d'inflation du Ghana entre 1965 et 2018

Graphique 2: évolution du taux d'inflation du Ghana entre 1965 et 2018



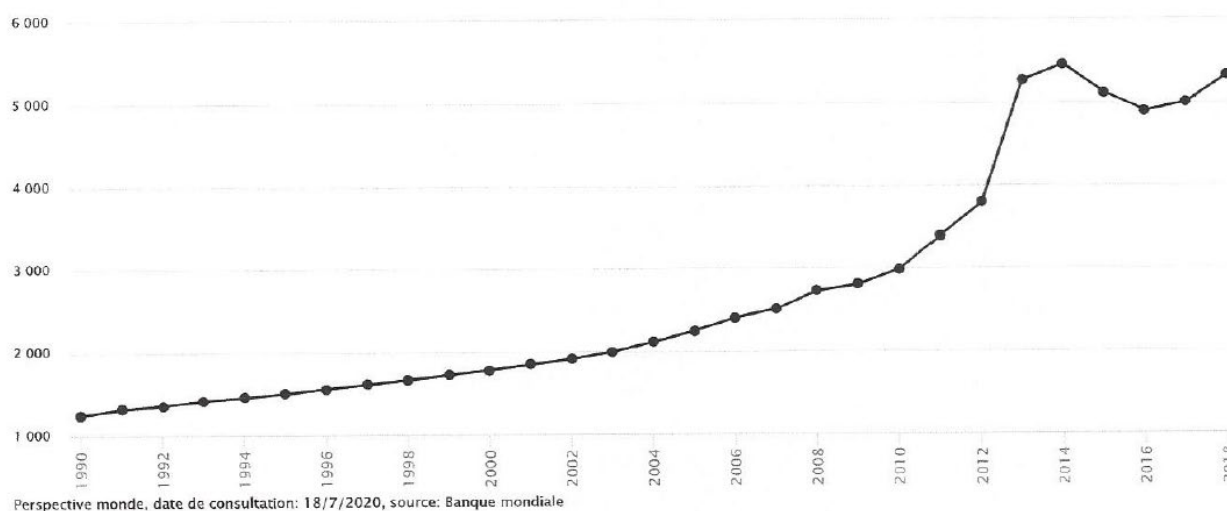
source: Banque mondiale

Sur la période 1965-2018, le taux d'inflation du Ghana connaît une moyenne annuelle de 27,57%, taux moyen très élevé, avec des amplitudes particulièrement importantes : -8,42%, en 1967, et plus 122,87 %, en 1967. Depuis 2004, le taux d'inflation va être inférieur à 20%, puis inférieur à 13 % depuis 2017 et inférieur à 10%, en 2017, 2018 et 2019. En 54 ans, le taux d'inflation va diminuer de 63%.

3. Evolution du PIB par habitant du Ghana entre 1990 et 2018

Nous avons retenu, ici, le PIB par habitant, en parité de pouvoir d'achat, qui nous semble mieux traduire l'évolution de la richesse du pays sur longue période. Le graphique 3 reprend cette évolution sur la période 1990-2018.

Graphique 3 : évolution du PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat du Ghana, sur la période 1990-2018.



Source: Banque mondiale

Sur la période 1990-2018, le PIB par habitant du Ghana en parité de pouvoir d'achat, en dollar courant, connaît une moyenne annuelle de 2696 dollars, soit une progression de 330%, en 28 ans. En 1990, le pays connaît son plus mauvais résultat/ 1237 dollars/ et en 2014 son pic le plus élevé, avec 5456 dollars. Sur cette période, on distingue trois sous-périodes: une première, de 1990 à 2003, où le PIB par habitant PPA évolue entre 1233 et 1990 dollars; une deuxième, entre 2004 et 2014, avec une accélération de la croissance de ce PIB par habitant PPA, passant de 2105 à 5456 dollars en 2014, et une troisième sous-période /2015-2019/, où ce PIB par habitant se stabilise autour de 5000 dollars.

B. Des indicateurs macroéconomiques qui virent tous au vert à partir de 2017

Nous avons privilégié dans l'analyse, la croissance du PIB en %, le PIB en dollar, l'inflation moyenne en %, le solde public en % du PIB, le solde courant en pourcentage du PIB et la dette publique en %

du PIB. Le tableau 2 ci-dessous précise pour chacun de ces indicateurs les résultats observés en 2017, 2018, 2019 et les prévisions 2020 les concernant.

Tableau 2: évolution de la croissance du PIB, du PIB en dollar, de l'inflation, du solde public, du solde courant et de la dette publique du Ghana sur la période 2017-2020. Les données 2019 sont des estimations, celles de 2020 des prévisions avant le Covid-19 et la crise pétrolière.

	2017	2018	2019	2020
Croissance du PIB (%)	8,1	6,3	6,6	5,7
PIB en milliards de dollars	47	51,8	57,2	
Inflation (%)	12,4	9,8	8,6	8,1
Solde public/PIB (%)	-4,8	-7,2	-6,0	-4,8
Solde courant/ PIB (%)	-3,4	-3,3	-3,3	-3,5
Dette publique/PIB (%)	55,6	57,6	60,2	-60,4

Source : COFACE

La lecture de ce tableau montre une croissance qui se stabilise aux alentours de 6%, permettant au Ghana d'être une des économies d'Afrique de l'Ouest les plus performantes. Avec un PIB en dollars de plus de 57 milliards, progressant de 15%, en 2019, le Ghana se situe au deuxième rang de la CEDEAO, tous pays confondus. En matière d'inflation, le pays obtient le meilleur résultat des pays anglophones de la CEDEAO, avec un taux d'inflation qui ne cesse de baisser depuis 2017, inférieur à 10%. Aujourd'hui, la dette publique du pays, même si elle progresse légèrement, demeure très soutenable avec un endettement moyen inférieur à 60 % sur la période. On notera, enfin, la stabilité des soldes courants aux alentours de -3,4%. Malgré des pressions récurrentes, la monnaie nationale, le CEDI, ayant souvent contribué à l'érosion de ses réserves de change, le pays a pu les reconstituer au cours de l'année 2019, à niveau équivalent à quatre mois d'importations. Quant au solde public, il n'atteint pas, en moyenne, - 6% du PIB, ce qui est, là encore, un résultat très correct, faisant de la dette ghanéenne une dette soutenable.

Pays anglophone, d'une région majoritairement francophone, le Ghana a su utiliser bon nombre de ses nombreux atouts économiques, politiques et sociaux pour valoriser ses ressources naturelles. Ce qui va faire de son économie l'une des plus dynamiques du monde, en 2019, la deuxième de la CEDEAO, derrière le géant nigérian mais devant la Côte d'Ivoire, permettant au pays de faire partie de la famille des pays à revenu intermédiaire.

C. Les incontournables de la transformation du pays

Pays à l'origine connu pour sa pauvreté et son régime autoritaire, le Ghana l'était, aussi, pour la faiblesse de ses infrastructures, dans le domaine énergétique et dans la logistique de ses moyens de transport, ne lui permettant pas d'optimiser la valorisation de ressources naturelles importantes et diversifiées. Au cours de la dernière décennie, le pays va transformer son image, installant une démocratie reconnue dans le monde entier, valorisant ses ressources naturelles, essentiellement cacao, or et pétrole et acceptant de mettre en place, soutenu par le FMI, un programme d'ajustement qui va s'avérer particulièrement efficace.

1. Un environnement des affaires attractif, favorable aux IDE

Depuis 1992, la démocratie ghanéenne a évolué régulièrement au rythme d'élections présidentielles tous les 4 ans, marquée par sept élections pacifiques et trois changements de régimes sans heurts, traduisant la solidité de la Constitution et de ses acquis démocratiques. Cette solidité et la stabilité politique qui l'accompagne ont conforté l'attractivité du pays pour les investisseurs étrangers. Si la corruption est loin d'être éradiquée, Transparency International considère le pays comme l'un des moins corrompus d'Afrique. Ce qui lui permet de bénéficier d'une note de gouvernance supérieure à la moyenne des pays africains. L'Indice de liberté de Freedom House, en 2019, lui donne un score de 83 points sur 100, au troisième rang en Afrique pour ce qui concerne le critère de liberté. De même, un autre rapport sur la compétitivité mondiale 2018-2019 crédite le Ghana d'une note record de 51,33 sur 100, le projetant au 59 rang mondial.

En 2018, le Ghana a attiré plus de 3,5 milliards de dollars d'investissements directs, vérifiant son attractivité pour les investisseurs étrangers. Ces 3,5 milliards sont à comparer aux 3,32 milliards de 2017, en progression de 10%. Ces investissements concernent tous les secteurs, mais principalement les activités de service, le BTP, et l'agriculture. La Chine est l'un des principaux investisseurs, comme souvent dans les infrastructures de transport, le traitement de l'eau et la production d'électricité. Ces flux d'IDE confirment l'attractivité du pays, officialisée par l'indice Doing Business, classant le pays au 114ème rang mondial sur 190 pays.

2. Un développement économique reposant essentiellement sur la production et l'exportation du cacao, l'extraction et l'exportation de l'or et, depuis 2010, sur le pétrole et le gaz

a. Le cacao: une richesse volatile, dépendante de l'évolution de l'offre et de la demande mondiale

En 2018, le Ghana et la Côte d'Ivoire couvrent 60% du marché mondial de la fève de cacao: 20% pour le Ghana et 40% pour la Côte d'Ivoire. Point commun à ces deux pays, une production répartie entre des centaines de milliers de planteurs qui font vivre autant de familles. Rien de surprenant alors à ce qu'ils s'associent pour essayer de freiner la chute des cours du cacao dès octobre 2018, harmonisant, dans un premier temps, les prix payés à leurs planteurs successifs. La volatilité des matières premières agricoles est bien connue. Ses causes sont diverses et plus particulièrement d'ordre climatique pouvant donner lieu à sur production, comme en 2017, avec un cours du cacao à la tonne, tombé à 1780 dollars, ou liées à l'évolution de la demande : une réduction de la demande

mondiale, essentiellement chinoise, comme c'est le cas aujourd'hui la faisant chuter et, à l'inverse, une augmentation lui permettant d'atteindre 3000 dollars, comme cela a déjà eu lieu par le passé.

C'est pourquoi, dans un deuxième temps, ces deux pays vont institutionnaliser leur démarche en essayant de cartelliser ce marché, pour mieux contrôler les cours du cacao et réduire leur volatilité. Leur action commune va s'organiser autour des trois axes suivants: la production, en la limitant si nécessaire ; le prix, en refusant de vendre à moins de 2600 dollars la tonne métrique; la prévoyance, en imposant une prime de 400 dollars par tonne vendue au-delà de 2900 dollars, à partir d'octobre 2020, destinée à financer un fonds commun pour soutenir la filière pendant des périodes de vaches maigres éventuelles.

Cela va permettre, dans un premier temps, en août 2019, de faire rebondir les cours de 20% et de connaître un pic, en novembre, à 2681 dollars. Depuis, les cours sont repartis à la baisse sans pour autant remettre en cause cette entente. La fin de l'année 2020 et l'année 2021 seront décisives pour juger l'efficacité de cette mesure. Un point positif est cependant à souligner, celui du rapprochement des deux pays, qu'un précédent contentieux maritime avait opposés, tranché par un arbitrage international en faveur du Ghana, en septembre 2017.

b. L'or, une matière première refuge, pas toujours synonyme de richesse

Aujourd'hui, le Ghana est le premier pays d'Afrique pour ce qui concerne la production d'or. Jusqu'en 2005, les cours sont inférieurs à 400 euros l'once, ce qui est peu cher compte tenu des conditions d'extraction, souvent artisanales et polluantes de par l'utilisation du mercure, sans oublier le recours trop souvent à des enfants. Depuis 2005, les cours s'accroissent, dépassant le record historique du 4 octobre 2012 et des 1380 euros l'once. En valeur, en 2018, sur 17,1 milliard de dollars exportés en 2018, la contribution des exportations d'or, brut et travaillé, est estimée à 35%, soit plus du double de la contribution du cacao (15%). Notons que l'essentiel de la valorisation est la conséquence de cours mondiaux élevés.

c. Les hydrocarbures: un secteur d'activité récent et stratégique

Les hydrocarbures sont un secteur d'activité récent/2010 /qui n'a cessé de se développer depuis, passant de quelques 60 000 barils jour à plus de 20 000 barils jour, en 2018, et qui pourrait atteindre 500 000 barils jour, en 2022. Si les champs pétroliers existent bien, tous ne sont pas encore en exploitation, mais la quasi totalité sont des champs offshore, dont les coûts d'exploitation sont très élevés. Jusqu'en 2019, les cours mondiaux du baril, de plus de 60 dollars et dépassant parfois 100 dollars, ont permis de financer leur développement.

Secteur stratégique, le secteur des hydrocarbures l'est à plusieurs titres au Ghana. Tout d'abord, parce qu'il a permis, dans un premier temps, de réduire la facture énergétique du pays, participant ainsi à l'amélioration de sa balance commerciale. Ensuite, en permettant, dans le cadre de l'exploration maritime et, surtout, de son exploitation, de combler une partie du manque d'infrastructures du pays dans le domaine routier et portuaire. Enfin, en associant son exploitation à de nombreux partenariats avec des sociétés anglo-saxonnes européennes et asiatiques. En 2017, le Ghana est le deuxième marché des produits pétroliers d'Afrique de l'Ouest, rang qu'il continue d'occuper.

3. Un programme d'ajustement structurel en 2014 efficace, soutenu par le FMI

En juin 2014, l'inflation atteint 15%, le déficit budgétaire continue à se creuser, la monnaie nationale, le CEDI, s'effondre de 40% en six mois etc. Le choc est d'autant plus brutal que le pays avait les honneurs de la presse économique en 2011, étant considéré comme un exemple de réussite de l'Afrique subsaharienne, avec un taux de croissance de 14%. Les raisons de cette chute, on les connaît. Depuis l'exploitation du premier champ pétrolier, grisé par l'embellie du cours du baril, le pays vit au-dessus de ses moyens, le conduisant à s'endetter lourdement sur les marchés financiers: 750 millions de dollars dès 2007 et un milliard de dollars en 2013 etc

Comme toujours, dans le cadre des ajustements structurels qu'ils soutiennent, le FMI ou la Banque mondiale, en contrepartie d'une aide financière négociée, vont imposer un contrôle strict de l'inflation et le retour à l'équilibre de la balance commerciale. La contrepartie financière signée en avril 2015 est un accord de crédit de 918 millions de dollars, accompagnée d'une assistance financière en cas de difficultés prolongées de la balance des paiements. Et cela va marcher: dans le domaine de l'inflation, la cible à moyen terme à 8% plus ou moins 2% est atteinte en 2019 (9,5%). Ce qui va permettre à la Banque centrale ghanéenne d'abaisser progressivement son taux directeur, passant de 25,5 %, en février 2017, à 16 %, en janvier 2019. On notera, au passage, que malgré des taux d'intérêt centraux très dissuasifs, cela n'a pas empêché le Ghana de poursuivre le retour à une croissance de 8,4 %, en 2017, de 6,3 %, en 2018, et 7,6%, en 2019. Précisons, également, que les excellents résultats obtenus dans le domaine de l'inflation sont dus essentiellement à la stabilité du taux de change et à l'assainissement budgétaire, contribuant à réduire l'inflation induite à la fois par l'offre et la demande. Concernant la situation budgétaire du pays, pour les mêmes raisons elle va s'améliorer régulièrement, permettant de clore cet accord de crédit au 31 décembre 2018. En 2019, le nouveau président /Nana Akufo-Ado/présente son premier budget libéré de la tutelle du Fonds monétaire international. En mettant fin à cette tutelle, la directrice générale du FMI, Christine Lagarde, a tenu à déclarer que son équipe avait été impressionnée par la façon dont le gouvernement ghanéen avait géré l'économie du pays au cours des deux dernières années, 2017 et 2018.

Nous avons rappelé les incontestables atouts dont le pays dispose avec des ressources naturelles telles que le cacao, l'or, le pétrole, et, demain, sans doute, avec la bauxite et le manganèse. Mais ses atouts, en cas de retournement de la conjoncture internationale, peuvent devenir des faiblesses, car le pays n'a pas la main sur les cours de l'or, du pétrole, de la bauxite, du manganèse etc... Certes, en partenariat avec la Côte d'Ivoire, il essaie de l'avoir sur le marché du cacao, mais, comme nous allons le préciser dans la troisième partie de l'étude, la cartellisation ne présente pas que des avantages à moyen et long termes. En 2020, l'économie mondiale sera en pleine récession, conséquence de la pandémie sanitaire et du confinement qui l'a souvent accompagnée, mais suite aussi à la crise pétrolière et au ralentissement de l'économie mondiale qui commence au cours du deuxième semestre de l'année 2019, qui va s'amplifier pour les raisons rappelées. En 2020, ce sera aussi une nouvelle élection présidentielle, plus que le résultat, c'est le respect des urnes, en l'acceptant, qui sera déterminant, confirmant ainsi l'ancrage démocratique dans le pays et un environnement favorable des affaires.

III. Les défis démographiques et économiques à relever au lendemain de la pandémie économique et de la crise pétrolière

Les défis auxquels le Ghana est confronté, au lendemain d'une pandémie économique sans précédent et d'une crise pétrolière brutale, sont nombreux. Nous avons privilégié ceux qui tiennent à la démographie du pays, avec une population attendue en 2050 supérieure à 50 millions, et ceux, plus directement économiques, liés à la nécessité de continuer à croître de façon significative, tout en conservant un taux d'inflation à un chiffre.

A. Assurer la sécurité alimentaire de plus de 50 millions de Ghanéens en 2050

En 2020, la sécurité alimentaire du Ghana est fragile, dépendant, par exemple, de conditions climatiques aléatoires dont seraient victimes ses plantations de cacao. On peut imaginer alors dans quelle situation dramatique serait le pays si rien, ou presque, n'était engagé dès maintenant, pour valoriser un potentiel agricole en attente de moyens pour l'être.

1. Un partenariat entre le Ghana et le Maroc, entre le ministère de l'Alimentation et de l'Agriculture du pays et le Groupe OCP, initié dès 2017

Depuis 2017, OCP Africa /filiale africaine du Groupe / dans le cadre d'un premier accord avec les Ghanéens, met en place et développe des programmes de soutien à ses agriculteurs.

Ce premier accord propose aux agriculteurs ghanéens une formation, la mise à disposition d'une cartographie de leurs sols, des moyens de financement adaptés à la situation locale, et ce dans le cadre de deux structures et programmes qui leur sont dédiés :Agribooster et OCP School Lab. Avec OCP School Lab, c'est une véritable école itinérante de formation aux bonnes pratiques agricoles, en termes, notamment, de fertilité des sols, qui est ainsi mis à leur disposition, reprenant une méthode qui a fait son succès lors d'expériences précédentes en Afrique. Dans le cadre d'Agribooster, c'est un package de différents produits et services leur permettant d'améliorer le rendement de leurs exploitations qui, leur est proposé. A la demande du Ghana, ce premier projet va intégrer également la problématique de l'innovation et de l'enregistrement numérique, leur permettant de bénéficier du savoir-faire et de la collaboration de TEAL, une joint-venture entre OCP Group et IBM. Ce qui va améliorer la connaissance statistique de ce secteur. Entre 2017 et 2020, 85 000 agriculteurs vont ainsi être recensés et bénéficier, sous ses différentes formes, de ce premier accord.

Un second accord est signé le 5 septembre 2019, à Accra, en marge de l'AGRF /Africain Green Revolution Forum. Cet accord s'inscrit dans la continuité d'un mémorandum d'entente en date de septembre 2018, engageant le Groupe OCP et le département de l'Alimentation et de l'Agriculture à améliorer la chaîne de valorisation des engrais, proposant aux agriculteurs ghanéens des engrais sur mesure, tenant compte de la spécificité des sols et des cultures, à des prix compétitifs. Il doit permettre, au cours de la période 2020-2022, d'en faire bénéficier 500 000 agriculteurs supplémentaires, avec au moins 30% de femmes.

Ce nouvel accord est un « term sheet »/feuille de route/ pour un projet industriel, visant à renforcer le développement de l'agriculture et de l'agro business ghanéen. Et ce n'est qu'une fois parvenu à un accord sur le contenu détaillé de cette feuille de route que « term sheet » est donc à la fois un modèle type, synthétique, regroupant les conditions préalables à la réalisation d'un investissement et à son financement, pouvant servir de modèle pour élaborer des documents juridiques plus sophistiqués, mais aussi un document permettant d'organiser la levée de fonds nécessaires au projet.

2. Un partenariat gagnant pour les deux parties

Du côté du Groupe OCP, on rappellera qu'il a en exclusivité la charge de valoriser plus de 60% des réserves mondiales de phosphate brut ,et que cette valorisation passe par la production d'engrais et d'acide phosphorique, destinée essentiellement à l'exportation. Transformation qui nécessite une forte consommation d' énergie, qu'il doit importer, le plus souvent, et d'eau qui est un produit rare, en l'état naturel au Maroc, conduisant à avoir recours à des unités de désalinisation, très gourmande elle aussi en énergie. Enfin, au cours de la dernière décennie le groupe a développé des formations d'excellence avec l'UM6P, et un savoir-faire reconnu dans le domaine de l'ingénierie avec JESA. Ainsi, c'est dans le cadre de l'Université Mohammed 6 Polytechnique qu'est lancé le programme IMPULSE, ayant pour objet d'accélérer le développement de Start ups et d'agro- entrepreneurs dont le secteur agricole a besoin. Et en août 2019, Accra va accueillir la première étape africaine du programme IMPULSE.

Côté ghanéen, comme déjà rappelé, l'agriculture a un fort potentiel de développement, de par une parcellisation très importante de ses surfaces agricoles, consommant très peu d'engrais à l'hectare. Avant 2017, la consommation était en moyenne estimée à 8 kg/ha,10% de la moyenne mondiale. En 2020, première conséquence de l'accord de 2017, elle est de l'ordre de 20kg/ha, avec des effets significatifs et immédiats sur les rendements des petites exploitations, loin cependant des 50 kg/ha, objectif affiché par les Chefs d'Etat et de gouvernement africains lors de l'adoption d'un programme global de développement de l'agriculture africaine (CAADP), dans le cadre de ce que l'on appelle désormais la déclaration d'Abuja.

3. Une usine de production d'engrais, d'une capacité d'un million de tonnes, horizon 2024, à Jamoro

Dans la logique d'une coopération « win/win », une usine d'engrais d'une capacité d'un million de tonnes, utilisant le glas ghanéen, d'une part, le phosphate marocain et son savoir-faire, d'autre part ,va être installée à Jamoro dans la région ouest du pays, district frontalier de la Côte d'Ivoire. Cette usine entend favoriser le développement de la chaine de valeur locale des fertilisants, mettant en avant : la formation, avec une meilleure connaissance des cultures et la compréhension des enjeux d'optimisation de la nutrition des sols, accompagné de la recherche de solutions financières adaptées, tenant compte des possibilités locales. Augmenter la consommation d'engrais, en réduisant leur prix, accroître l'employabilité des jeunes qui se destinent à l'agriculture et leur permettre d'avoir l'autosuffisance en termes d'engrais, leur fournissant tous les intrants nécessaires et adaptés à leurs besoins, font partie intégrante du cahier des charges de ce projet. Avec une capacité de production d'un million de tonnes, on se place dans le moyen/long termes des besoins d'un pays africain de plus de 50 millions d'habitants horizon 2050, ayant à assurer sa sécurité alimentaire. Et pour cela, le Ghana va aussi pouvoir compter sur le savoir-faire unique dont dispose le groupe OCP pour proposer des engrais

à la carte, tenant compte de la nature des sols et des cultures, comme par exemple celle du cacao, fer de lance de l'agriculture ghanéenne. A travers ce projet, c'est aussi un soutien à l'industrialisation du pays, confortant le réchauffement des relations entre le Ghana et la Côte d'Ivoire.

*Soutien à l'industrialisation du pays, dépassant le cadre de l'agro business de par les eco- systèmes industriels qui vont accompagner la mise en place de cette unité de production. Et ce dans des domaines très divers, allant de l'entretien au conditionnement, en passant par la mise à disposition de structures logistiques de transport, très peu présentes aujourd'hui dans cette région, qui pourront conjointement et, par la suite, par exemple, bénéficier à la valorisation des champs pétroliers.

*Un projet maroco-ghanéen qui pourrait bien s'élargir et bénéficier à un troisième partenaire :la Côte d'Ivoire où l'OCP a déjà un premier ancrage. Cet ancrage a pour site le port d'Abidjan qui dispose déjà d'une zone industrielle importante, avec une unité de stockage et de mélange d'engrais destinée au marché régional local. Premier pays producteur/exportateur de fèves de cacao de la planète, important exportateur de café et d'arachides, le pays bénéficie des expertises de l'OCP dans le cadre d'engrais dédiés à ses cultures. L'implantation de cette unité d'engrais à Jamoro sert, bien sûr, en priorité les intérêts du Ghana, mais indirectement aussi ceux de la Côte d'Ivoire. Heureux concours de circonstances, puisque ce rapprochement d'intérêt intervient au moment où les deux pays ont scellé un accord visant à défendre les cours du cacao.

En conséquence, et pour les raisons rappelées, parmi les défis à relever du Ghana au lendemain de la pandémie mondiale et de la crise sanitaire, celui d'assurer sa sécurité alimentaire nous semble particulièrement bien engagé. Tel n'est pas nécessairement le cas de ceux plus directement économiques que nous allons maintenant étudier.

B. Une croissance qui ne doit pas se ralentir et qui doit se faire sans le retour à une inflation à deux chiffres

2020 est pour le Ghana une année très difficile : une économie mondiale en récession, on parle d'une chute de trois points de croissance à minima, et une crise pétrolière arrivant au plus mauvais moment pour le pays. Seuls les cours de l'or augmentant de façon régulière et significative, sont source d'espoir pour le Ghana, aujourd'hui premier producteur de métal jaune d'Afrique.

1. Un bras de fer Côte d'Ivoire /Ghana, essayant d'imposer sa loi au marché du cacao, à l'épreuve du temps

Après plusieurs mois d'un bras de fer avec les principaux acteurs du marché du cacao, le Ghana, appuyé par la Côte d'Ivoire, a obtenu l'accord de ces poids lourds mondiaux de la fève de cacao pour que la récolte 2020 /2021 soit payée avec une prime, qualifiée de revenu décent, de 400 dollars la tonne,(363 euros) destinée aux petits planteurs. Précisons que cette prime, au-delà d'un certain prix, sera réservée à un fonds de stabilisation. Demi-victoire ou de demi-échec, l'avenir le dira, mais une confirmation: la difficulté de mettre en place un cartel du cacao et, donc, d'accompagner cette mesure d'une filière de la transformation des fèves de cacao, sur place dans les pays producteurs.

a. Une difficulté constante dans la recherche d'une cartellisation du marché du cacao

On rappellera, ici, les deux tentatives qui se sont terminées par un fiasco, menées par la Côte d'Ivoire en 1979 et 1988

*En 1979, la Côte d'Ivoire décide de se retirer du marché de la fève de cacao, dont les cours avaient commencé à chuter régulièrement depuis 1977, faisant suite à deux décennies de croissance soutenue. Se retirer du marché ne signifie pas ne pas rémunérer les producteurs locaux. A cette dépense incontournable s'ajoutent les dépenses liées au stockage des récoltes, à leur gestion. Au final, ce sont plusieurs milliards de Franc CFA /plus de 7, selon différentes sources convergentes/ qui vont ainsi être engagés, certains diront gaspillés, sans résultat en ce qui concerne la remontée des cours.

*En 1988, la Côte d'Ivoire retente l'expérience. On est, alors, en pleine guerre du cacao, entraînant de graves difficultés pour l'économie du pays, le conduisant à suspendre sa dette auprès du FMI et de la Banque mondiale dès 1987. En avril 1988, on décide de suspendre une nouvelle fois les exportations de cacao. Malgré une diminution immédiate de 40% de l'offre, c'est de nouveau l'échec. Aux mêmes causes, les mêmes effets, amplifiés par une surproduction, non anticipée de deux millions de tonnes en 1987, qui va très vite annuler les conséquences espérées par les autorités ivoiriennes. C'est de nouveau l'échec. Soulignons qu'alors le Ghana, le Nigeria et le Cameroun ont refusé de faire cause commune avec la Côte d'Ivoire, augmentant même leur production.

Ces deux expériences rappellent la difficulté qu'il y a à cartelliser le marché du cacao. On connaît les conditions qui sont nécessaires, non suffisantes, de son efficacité: être un produit indispensable, l'est-il vraiment ? Etre composé d'acteurs, de pays partageant la même vision, avec les mêmes priorités, à l'évidence, et si ce n'est pas le cas ? Certains pays, comme le Cameroun, ont toujours refusé de réduire leur production, n'ayant pas d'autres ressources, les conduisant, à l'inverse, à profiter des décisions ivoiriennes pour l'augmenter. Ce comportement qualifié de franc-tireur, souvent constaté avec l'OPEP, met toujours en difficulté l'efficacité du cartel. Enfin, ne jamais oublier qu'un marché, même cartellisé, reste toujours un marché d'offre et de demande .Et que l'offre d'un marché de matières premières agricoles, comme le cacao, dépend toujours des conditions climatiques que rencontrent les pays producteurs. Enfin, si les effets d'un cartel sont assez prévisibles à court terme, ils le sont beaucoup moins à moyen et surtout à long termes.

A court terme, l'accord sur le paiement d'une prime de 400 dollars ne peut être que bénéfique pour les centaines de milliers de petits exploitants de cacao ivoiriens et ghanéens. On notera qu'elle intervient à quelques mois des élections présidentielles du Ghana et de la Côte d'Ivoire. Notre interrogation porte, donc, aussi sur le moyen et long termes, et sur la nécessité d'accompagner cet acquis d'une filière de transformation de la fève de cacao en chocolat au Ghana et en Côte d'Ivoire.

b. Une nécessité: mettre en place, et sur place, des filières de production de chocolat, accompagnant cette prime de 400 dollars

Quatre-vingt pour cent de la chaîne de valeur de la filière cacao est dans la fabrication du chocolat. Seulement 5,5% de cette chaîne de valeur, estimée à 100 milliards de dollars, en 2015, va aux petits planteurs ghanéens et ivoiriens. Aussi, si on veut améliorer la part de la richesse revenant aux pays producteurs, il faut que ces derniers mettent en place et soutiennent des unités de transformation de la fève de cacao en chocolat. Cela permettrait, outre d'augmenter la part revenant au planteurs, de

soutenir l'emploi local et l'inclusivité de l'économie, permettant aux populations locales d'accroître leur consommation d'un produit rare sur leur territoire. On rappellera, à cet effet, que la consommation par habitant, au Ghana, est aujourd'hui de l'ordre de 0,5 kilos de chocolat par habitant. Pour un pays producteur de fèves de cacao à hauteur de 20/25% de la production mondiale, c'est peu si on se rappelle que la moyenne européenne est de l'ordre de 2 kilos. Depuis 2017, cette filière se met en place au Ghana. Ainsi, Niche Cocoa Industry fabrique sur place du chocolat destiné à ce marché. C'est un bon début.

Le Ghana ne peut prétendre, seul ou avec la Côte d'Ivoire, faire les cours du cacao. Pour autant, il(s) peu(ven)t les influencer. L'accord obtenu, en partenariat avec la Côte d'Ivoire, sur la prime des 400 dollars, ont montré leur capacité d'action et d'influence. On verra, à partir de 2020, comment cela va se concrétiser et se pérenniser, ou non. C'est pourquoi, nous pensons que la valorisation, sur place, du cacao en chocolat représente un autre axe de soutien à la filière, avec une marge de progression considérable.

Des cours de l'or en hausse régulière: une aubaine pour l'économie ghanéenne

Les cours de l'or durant les années 2017 et 2018 ont évolué dans une bande de fluctuation comprise entre 1150 et 1350 dollars l'once, connaissant des mouvements de hausse et de baisse successifs. A partir du dernier trimestre, la tendance s'affirme nettement à la hausse, qui se confirme en 2019 et durant le premier semestre 2020. Début juillet, l'once d'or atteint 1700 dollars, progressant de 350 dollars par rapport aux sommets de 2017 et de 2018 en 18 mois. Ce qui va conduire certains experts à parler du grand retour de l'or. Ce constat est-il un effet de mode, de nature conjoncturelle, appelé à ne pas perdurer dans les moyen et long termes ? Pour les raisons suivantes, ce n'est pas notre sentiment :

*Le 29 mars dernier, sont entrées en vigueur les normes de solvabilité bancaire « Bale III), établies par la Banque des Règlements internationaux (BRI), la Banque centrale des Banques centrales. Ces nouvelles normes vont modifier les règles de la comptabilisation de l'or, classé jusqu'alors comme un actif de niveau 3, avec une évaluation d'un risque à 50%, obligeant les banques commerciales qui en détiennent à immobiliser leurs fonds propres à hauteur de 50 % de la valeur de l'or détenu, pour couvrir ce risque. Désormais, depuis cette date, l'or est un actif de niveau 1 équivalent à du cash, sans risque donc et, par conséquent, sans nécessité d'avoir à geler une partie de ces fonds propres. Cette décision va avoir un effet quasi immédiat sur la demande de ce précieux métal jaune, la dopant et participant ainsi au rebond des cours.

*En cas de crise financière, le risque de liquidité est le risque principal et le plus immédiat. Avec l'or, on a une certitude, construite à travers son histoire, personne ne le refuse. Et celui qui en détient, ou qui veut en détenir, sait qu'il ne prend aucun risque, l'or ayant une valeur intrinsèque comme matière première, universellement reconnue. Rappelons qu'en période de crise, cette valeur augmente pour les raisons précisées, et nous sommes en 2020 dans une période de crise sans précédent. C'est pourquoi, la demande en or ne peut que continuer à croître, avec les conséquences que l'on sait sur son cours.

*Avec la crise, c'est aussi la fin du paradigme keynesien, rejetant l'or comme étant le symbole de la thésaurisation rejetée en bloc par le maître de Cambridge. Aujourd'hui, on découvre ou on redécouvre

les différentes approches possibles de l'or: l'or matière première, utilisée dans l'industrie et dans l'orfèvrerie ; l'or valeur refuge et support d'investissement pour les banques centrales ; l'or devise etc.... Autant d'approches qui ont leur propre fonction de demande, contribuant à faire pression sur la demande au marché, et à faire également monter les cours.

C'est pourquoi, à court et moyen termes, le pic record de l'once d'or, du 16 août 2011, à 1908 dollars pourrait bien être battu. C'est une très bonne nouvelle pour le Ghana, premier producteur d'or du continent africain désormais, qui cumule chaque année des records de production du métal jaune, 130 tonnes estimées en 2018, 200 attendues en 2020-2021.

Des cours pétroliers, à l'inverse, en chute libre, au plus mauvais moment

La guerre des prix sur le marché pétrolier fait rage depuis mars 2020, conduisant à des cours se rapprochant, parfois, dangereusement des 30 dollars. Certes, un léger rebond, ces dernières semaines, a permis de retrouver des cours supérieurs à 40 dollars le baril, mais pour combien de temps ? Pour les raisons que nous allons maintenant développer, nous pensons qu'au cours des trois prochaines années, les cours du baril devraient continuer à osciller dans une fourchette de prix comprise entre 35 et 45 dollars le baril (voir plus bas).

Les stratégies mises en place, ces derniers mois, ont mis en lumière celles de trois des acteurs incontournables de ce marché, mettant en évidence des intérêts opposés, agissant toujours à deux contre un: l'Arabie saoudite, l'OPEP et la Russie. Pour compliquer le schéma, la Russie fait désormais partie d'une organisation nouvelle : OPEP+, et le ralentissement de l'économie mondiale, perceptible dès la fin de l'année 2019, va s'accélérer. Ce qui ne va rien arranger.

En moins d'un an, on va assister de la part de l'Arabie saoudite à deux stratégies à 180 degrés : celle d'essayer d'imposer une réduction de la production pour faire remonter les cours, suivie à quelques semaines d'intervalle, de la stratégie inverse, celle d'ouvrir les robinets et faire chuter les cours pour punir la Russie de s'être opposée à la stratégie précédente, les autorités russes ne voulant pas entendre parler d'une réduction de leur propre production. Parmi les raisons de ce revirement des objectifs inconciliables pour ces trois acteurs :

*Les Etats-Unis ont besoin d'un cours à 60 dollars et plus pour valoriser un pétrole de schiste qu'ils détiennent en grande quantité et qu'ils ont commencé à largement exploiter durant la période précédente, lorsque les cours dépassaient largement les 60 dollars. Mais, paradoxalement, cela va entraîner une surproduction, en partie responsable de la chute des cours. De plus, ils sont soumis à une autre contradiction, celle de vouloir pénaliser l'Iran avec un prix bas du baril, ce qui est contraire aux intérêts des pétroliers américains.

*Du côté russe, c'est tout aussi compliqué mais plus logique: amis de l'Iran les Russes sont opposés à toute mesure qui pourrait les pénaliser, et ne sont pas favorables à un prix bas du baril. Et ce d'autant plus qu'un prix du baril bas pénalise une économie déjà fragile. Aussi sont-ils d'accord avec l'Arabie saoudite pour faire remonter les cours, mais sans avoir à réduire leur production, d'où conflit avec les Saoudiens.

*Enfin, l'Arabie saoudite, qui peut s'accommoder de toutes les solutions ayant un coût d'exploitation de ses champs pétroliers très bas. La réaction des Saoudiens est toujours politique, y compris lorsqu'ils décident de faire chuter les cours, pour pénaliser la Russie de n'avoir pas accepté de réduire sa production. Tant mieux si cela gêne l'Iran, tant pis si cela mécontente l'allié américain.

Ajoutons à cela, qu'en 2020, les stocks débordent et la consommation se réduit du fait de la crise économique et du virage pris en faveur, officiellement au moins, de l'économie verte.

Pour toutes ces raisons, les cours du brut ne devraient guère rebondir au-delà de 45 dollars le baril, durant les prochains mois, pouvant même retomber à des niveaux beaucoup plus bas si des acteurs de ce marché, contrairement à l'intérêt de la filière, décident d'augmenter leur production pour dégager les recettes qui leur font défaut, avec des cours inférieurs à 40 dollars. Ce n'est pas une bonne nouvelle pour le Ghana, pouvant conduire le pays à retarder la mise en exploitation des champs pétroliers qu'ils viennent de découvrir, et sur lesquels ils misent beaucoup pour continuer à se développer à partir de la valorisation de leurs ressources naturelles.

CONCLUSION

Dans un environnement international difficile, le Ghana a su développer un modèle démocratique reconnu et réputé pour sa stabilité, lui permettant d'attirer de nombreux investisseurs étrangers, leur demandant, non pas de l'aide mais de développer les échanges commerciaux. Et cela a marché, faisant d'un pays pauvre d'Afrique de l'Ouest, dans les années 2000, un des pays les plus prospères aujourd'hui permettant à son PIB, en dollars courants, de passer de 4,983, en 2000, à 66,984, en 2019. Au cours des 20 dernières années, le développement du pays s'est fait essentiellement en valorisant des ressources naturelles importantes et diversifiées. Principalement à partir de son agriculture et de l'exploitation du cacao, dont il est le deuxième producteur mondial, derrière la Côte d'Ivoire, et de l'or, dont il est devenu le premier producteur du continent africain. Depuis 2010, il produit du pétrole et du gaz, avec des réserves prouvées en constante augmentation. Demain, il pourrait être un grand du manganèse et de la bauxite.

En juin 2014, le pays connaît une crise d'autant plus brutale qu'elle fait suite à une période de croissance à deux chiffres, le conduisant à procéder à des ajustements structurels, soutenu par le FMI, en contrepartie d'une aide financière. Et cela va encore marcher. Malgré des taux d'intérêt centraux très dissuasifs/15% et plus/ le pays retrouve le chemin de la croissance et une inflation à un chiffre. En 2019, le pays est libéré de la tutelle du Fonds et continue à croître et diminuer son inflation.

La pandémie mondiale et la crise pétrolière vont, bien sûr, avoir des conséquences négatives sur l'économie du pays. Confronté à un défi majeur, celui de sa sécurité alimentaire avec plus de 50 millions d'habitants en 2050, le pays va se donner les meilleures chances de le relever en développant un partenariat avec le Maroc, via le groupe OCP, lui permettant d'accueillir une unité de production d'engrais, dont le pays a grand besoin, alimentée par du gaz ghanéen et du phosphate marocain. Concernant les bras armés de la croissance ghanéenne, que sont la culture du cacao, l'extraction d'or et l'exploitation des hydrocarbures, nous avons montré que :

*En nouant des liens étroits avec la Côte d'Ivoire, le Ghana a déjà obtenu un premier acquis, celui d'une prime de 400 dollars /tonne de fèves de cacao. Pour autant, l'expérience ivoirienne des deux dernières décennies montre aussi qu'il est très difficile de cartelliser ce marché, et que la valorisation de la filière passe par la transformation sur place de la fève de cacao en chocolat. Cela a déjà commencé au Ghana et devrait s'accélérer pour soutenir une économie ghanéenne en recherche d'inclusivité.

*Le rebond spectaculaire des cours de l'or devrait se prolonger et, sans doute, connaître de nouveaux sommets au cours de 2021 et 2022, la pandémie économique renforçant l'attrait pour les valeurs refuge, dont l'or fait partie intégrante. C'est une bonne nouvelle pour le Ghana qui pourrait ainsi compenser largement le manque à gagner dans l'exploitation de ses hydrocarbures.

*Le pétrole, enfin, dont les cours, à l'inverse de ceux de l'or, ont connu une chute brutale ces derniers mois. Ces dernières semaines, on constate un léger rebond. Comme rappelé, il ne devrait pas dépasser les 45 dollars le baril et pourrait même s'inverser. Ce n'est, bien sûr, pas une bonne nouvelle pour l'économie du pays, le privant de ressources attendues, pouvant retarder la mise en exploitation des derniers champs pétroliers découverts.

Pour autant, si le pays garde son cap démocratique, et tout laisse penser qu'il le gardera, cela ne devrait pas empêcher le Ghana de demeurer le bon élève du FMI, dont il garde la confiance. Au cours des crises qu'il a connues ces 25 dernières années, le pays a su progressivement mettre en place et développer les conditions de sa résilience à la crise, renforcée depuis 2018/2019. Affecté par la crise, il le sera, bien sûr, mais moins durement sans doute que ne le seront beaucoup d'autres. Peu de pays en Afrique subsaharienne peuvent prétendre à un tel bilan durant une décennie.



Policy Center for the New South

Complexe Suncity, Immeuble C,
Angle Boulevard Addolb et rue Albortokal,
Hay Riad, Rabat - Maroc.

Email : contact@policycenter.ma

Phone : +212 5 37 54 04 04

Fax : +212 5 37 71 31 54

Website : www.policycenter.ma